



Améliorer l'évaluation des risques : prendre en compte le genre

Rédigé par **Daniela Pisoiu**,
membre de l'équipe d'experts du RAN

Radicalisation Awareness Network

RAN 
Practitioners

Améliorer l'évaluation des risques : prendre en compte le genre

MENTION LÉGALE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg : Office des publications de l'Union Européenne, 2024

© Union européenne, 2024



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre conformément à la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14/12/2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.

Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

Introduction

Les outils d'évaluation des risques développés de manière spécifique pour les délinquants extrémistes violents ne tiennent pas compte, actuellement, des différences homme/femme. La pratique et les recherches menées suggèrent que la dimension de genre doit être prise en compte. Il est également important de noter que ce facteur n'a pas seulement une incidence sur l'évaluation des risques elle-même, mais aussi sur la gestion de l'extrémisme violent au sens large. À titre d'exemple, il est dit dans le manuel sur les dimensions de genre publié par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime que :

Le plus souvent, les outils d'évaluation des risques sont élaborés pour les délinquants hommes, sans prendre en considération les besoins des femmes liés à leur genre. Cette omission a souvent pour conséquence que les femmes sont placées dans des quartiers de plus haute sécurité que ne le justifie leur niveau de dangerosité.¹

Pourquoi le genre doit-il être pris en compte dans l'évaluation des risques ? Avant de répondre à cette question, il est important de faire la distinction entre deux aspects principaux de notre compréhension sous-jacente du genre : les « femmes » et les « rôles associés aux genres ». Ces dimensions soulignent la nature particulière de la radicalisation des femmes et l'on estime que ces caractéristiques particulières sont pertinentes pour l'évaluation des risques, la réadaptation et la réintégration. Elles doivent donc aussi être intégrées aux outils d'évaluation des risques. On suppose également que les facteurs de risque pourraient aussi être influencés par la façon dont les rôles associés aux genres sont représentés dans la propagande extrémiste, du fait qu'ils pourraient infléchir la motivation et le comportement à un niveau plus large.

Sur le plan pratique, si les spécificités associées au vécu des femmes et aux rôles attribués aux genres ne sont pas prises en considération de manière concrète, il existe un risque que les évaluations soient faussées. On peut citer le cas des faux négatifs : on les rencontre lorsque des femmes sont considérées à tort comme moins dangereuses que les hommes, ou lorsque des missions confiées aux femmes sont sous-estimées et leurs rôles jugés à tort comme secondaires. On peut aussi rencontrer des faux positifs, comme lorsque l'on considère que les hommes présentent un risque plus élevé parce qu'ils endossent les rôles habituellement associés à leur genre (ils portent une arme ou ont pris part aux combats), alors que leur radicalisation réelle ou cognitive est superficielle ou qu'ils se sont désengagés depuis.

L'approche d'évaluation des risques habituellement utilisée dans le domaine de l'extrémisme violent est fondée sur le jugement professionnel structuré (JPS). Elle est considérée actuellement comme « la meilleure approche pour évaluer les délinquants extrémistes violents ».² Les outils JPS, contrairement aux outils actuariels, ne génèrent pas de score de risque calculé mathématiquement. Ils reposent principalement sur l'évaluation et le jugement de l'évaluateur.

Les approches actuarielles combinent leurs facteurs de risque en un score qui doit être vérifié par le biais d'une comparaison aux résultats connus au cours de la phase de validation du développement de l'outil actuariel d'évaluation des risques. Les méthodes JPS guident l'utilisateur dans l'évaluation du niveau de risque (élevé, modéré ou faible) d'un individu, en se basant sur une analyse structurée des facteurs de risque, sans les combiner de façon automatique ou arithmétique.³

Les outils d'évaluation des risques que présentent les extrémistes violents prennent en compte plusieurs dimensions de la vie de l'individu : événements, réseaux sociaux, antécédents de violence, accès à des

¹ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Manuel sur les dimensions de genre dans les ripostes pénales au terrorisme*, p. 98.

² Monahan, *The individual risk assessment of terrorism*, 5.

³ Heilbrun, Yasuhara, Shah et Locklair, *Approaches to violence risk assessment. Overview, critical analysis, and future directions*, 8.

supports idéologiques, motivation, santé mentale, etc. Certains couvrent tous les types d'extrémisme : c'est le cas du protocole VERA-2R (Violent Extremist Risk Assessment 2 Revised), des principes ERG22+ (Extremism Risk Guidelines) et de RRAP (Radicalisation Risk Assessment in Prisons). D'autres outils ont été créés spécialement pour l'extrémisme islamiste : le modèle IR46 (Islamic Radicalisation Model 46) et RADAR-iTE (Rule-based analysis of potentially destructive perpetrators to assess acute risk – Islamist terrorism). En termes d'objectifs, certains s'attachent à gérer le risque, d'autres à évaluer la vulnérabilité à la radicalisation.⁴

Des limitations plus générales, associées à ces outils d'évaluation des risques, ont aussi des répercussions sur les aspects liés au genre. On peut citer en exemple le fait qu'ils sont ciblés sur le comportement **violent** et sur le **risque à proprement parler**, et accordent relativement peu d'importance à la dimension de **gestion du risque**, c'est-à-dire aux mesures à prendre pour faire face aux besoins de réadaptation et de réintégration. Pour faire progresser le débat sur la façon dont les aspects liés au genre pourraient et devraient être pris en compte dans les outils d'évaluation des risques, il est important de comprendre le cadre et la logique initiaux du type d'outils actuellement utilisés auprès des délinquants extrémistes violents.

L'approche JPS d'évaluation des risques présentés par les délinquants s'appuie sur l'approche de Risque-Besoins-Réactivité (RNR). L'approche RNR prend en compte les facteurs de risque statiques ainsi que les **besoins criminogènes** qui, de par leur caractère **dynamique**, peuvent par conséquent être impactés. De son côté, la **réactivité** fait référence à « la propension d'une personne à réagir positivement aux actions entreprises dans le but de diminuer les risques d'apparition du comportement visé ».⁵ Les besoins criminogènes ont aussi été qualifiés de « facteurs de protection » mais ici « protection » n'a pas la même signification que dans les « facteurs de protection » dont il est question dans certains des outils d'évaluation des risques des extrémistes violents. Dans ce dernier cas, ces facteurs font référence aux circonstances qui peuvent inciter le délinquant à abandonner le comportement extrémiste. Les besoins criminogènes sont des « facteurs de risque dynamiques qui sont directement liés au comportement criminel. Les besoins criminogènes sont variables et peuvent fluctuer dans le temps, à la différence des facteurs de risque statiques qui sont permanents et ne peuvent que s'aggraver, restant insensibles aux traitements ».⁶ Les sept principaux facteurs de risque/besoin sont les schémas de personnalité antisociale, les attitudes pro-criminelles, le soutien social à la criminalité, la toxicomanie, les relations familiales/conjugales (néfastes), les mauvais résultats / le manque d'épanouissement à l'école ou au travail, et le manque d'activités récréatives prosociales.⁷ Les besoins non criminogènes sont l'estime de soi, les sentiments confus de détresse personnelle, les troubles mentaux majeurs et la santé physique.⁸

Les besoins criminogènes et la responsabilité sont indispensables au travail pratique de désengagement et de réintégration. Ce sont ces besoins dynamiques qui sont ciblés par les efforts déployés pour affecter le comportement ou l'éloigner de l'extrémisme. Les facteurs de risque dynamiques sont pris en compte, dans une certaine mesure, dans les outils d'évaluation des risques que présentent les extrémistes violents. Plus important, comme il est expliqué plus en détails ci-dessous, des différences liées au genre peuvent être observées dans ces aspects.

La section qui suit étudie la non prise en compte de la dimension de genre dans l'évaluation actuelle des risques dans le contexte de l'extrémisme violent. Une discussion sur les pratiques inspiratrices associées est ensuite proposée. Le document s'achève sur des recommandations.

Non prise en compte de la dimension de genre et pertinence dans l'évaluation des risques

Jusqu'à présent, les outils d'évaluation des risques utilisés dans le domaine de l'extrémisme violent ont été développés à partir de données sur les hommes. Ceci n'est pas particulièrement étonnant puisqu'ils ont été

⁴ Fernandez and de Lasala, *Risk assessment in prison*.

⁵ Heilbrun, Yasuhara, Shah et Locklair, *Approaches to violence risk assessment. Overview, critical analysis, and future directions*, 5.

⁶ Bonta et Andrews, *Risk-need-responsivity model for offender assessment and rehabilitation 2007-6*, 5.

⁷ Bonta et Andrews, *Risk-need-responsivity model for offender assessment and rehabilitation 2007-6*, 6.

⁸ Bonta et Andrews, *Risk-need-responsivity model for offender assessment and rehabilitation 2007-6*, 6.

conçus pour l'extrémisme islamiste violent et l'extrémisme de droite violent, des domaines dans lesquels les femmes restent minoritaires.

Les conséquences sont diverses en ce qui concerne l'évaluation des risques et les outils associés, en termes de biais liés au genre.

- Focalisation sur les **comportements typiquement masculins**, en particulier sur la violence, accompagnée d'une certaine négligence des comportements non violents, que les femmes ont tendance à adopter. Les femmes rapatriées des territoires contrôlés par Daesh soulèvent des interrogations en ce qui concerne les risques, le cas échéant, liés à leur rôle dans l'éducation des enfants et la préservation de l'ordre social et familial.

- Base empirique principalement masculine et s'inspirant donc des **processus de radicalisation masculins**.

- Absence de prise en compte des **rôles liés aux genres** dans la radicalisation et dans le comportement extrémiste.

- Développement insuffisant de facteurs pouvant être associés aux femmes : dans leur cas, le niveau d'endoctrinement pourrait se manifester de façon plus complexe et dynamique.

Les processus de radicalisation des femmes présentent certaines spécificités, mais celles-ci ont-elles un impact sur la question du risque ? De plus, quels sont les types de rôles liés au genre et en quoi sont-ils importants pour l'évaluation des risques ?

Radicalisation des femmes et rôles associés aux genres

Les processus de radicalisation et les motivations des femmes ne sont pas totalement différents de ceux des hommes. Par exemple, les femmes peuvent souhaiter tout autant qu'eux infléchir la politique. La pratique montre que les niveaux d'endoctrinement des femmes peuvent être comparables, voire supérieurs, à ceux des hommes. Parallèlement, des preuves empiriques suggèrent que certains cas de radicalisation des femmes présentent certaines spécificités telles que :

- l'incidence du romantisme, sous la forme de mariages avec des « guerriers sacrés » ;

- émancipation par rapport aux rôles culturels traditionnels ;⁹

- expériences traumatisantes subies avant la radicalisation, comme un abus à caractère sexuel ou autre.¹⁰

L'implication amoureuse seule ne permet pas de prédire de manière fiable un risque accru, en particulier face à des éléments plus déterminants comme l'embrigadement idéologique. Cependant, elle ne doit pas être totalement exclue des facteurs potentiellement contributifs. Des études criminologiques plus larges (voir plus bas) suggèrent que les femmes ayant subi des abus présentent un risque accru d'adopter des comportements criminels liés à la radicalisation. L'étude du cas d'une jeune femme qui s'est radicalisée laisse penser que des liens peuvent être établis entre radicalisation violente et traumatisme psychologique. Les auteurs de l'étude ont indiqué que le processus de radicalisation pourrait offrir aux individus traumatisés un mécanisme leur permettant de gérer leur détresse psychologique « en canalisant leurs tensions, en leur offrant une reconnaissance et en les rendant acteurs de leur propre vie ». ¹¹ Il convient de préciser ici que le traumatisme au sens plus large, et certainement dans certains cas d'abus sexuel, n'est pas seulement ressenti par les femmes : il peut aussi être présent chez les hommes et donc affecter leur comportement.

Les rôles attribués aux genres sont généralement très clairement délimités au sein des organisations extrémistes et terroristes, en particulier celles appartenant aux mouvances islamistes et extrémistes de droite violentes. À titre d'exemple, cette délimitation pourrait séparer les hommes, qui assument des rôles de leader, des femmes qui ont une mission de soutien ou domestique, et se retrouve dans le recrutement, la propagande et l'entraînement. De plus, les hommes ont tendance à être considérés comme des personnalités publiques visibles et les femmes à être perçues comme passives et moins visibles. Enfin, une autre dimension fondamentale des différences homme/femme est celle de la maternité.

⁹ Peresin and Cervone, *The Western Muhajirat of ISIS*.

¹⁰ Réseau de sensibilisation à la radicalisation, *The role of gender in violent extremism*.

¹¹ Rolling, Corduan, Roth, Schroder and Mengin, *Violent radicalization and post-traumatic dissociation: Clinical case of a young adolescent girl radicalized*.

Quoi qu'il en soit, les rôles associés aux genres ne sont pas nécessairement fixes. En effet, les organisations extrémistes et terroristes peuvent s'adapter, reformuler ou même instrumentaliser les stéréotypes liés au genre. Daesh a autorisé les femmes à prendre part aux combats dans des circonstances spécifiques, allant jusqu'à le souligner dans sa propagande afin, notamment, d'inciter davantage d'hommes à prendre les armes. Les groupes terroristes profitent souvent des stéréotypes de genre pour confier des missions d'attentats-suicides à des femmes car elles sont généralement perçues comme présentant un risque moindre par la société. Des études ont donc montré que, dans ces cas, les femmes ont tendance à obtenir de meilleurs résultats que les hommes en raison des stéréotypes de genre qui incitent à attendre d'elles les comportements généralement associés aux femmes (notamment à avoir un rôle pacificateur).¹²

Difficultés et manques lors de l'évaluation des femmes extrémistes violentes

Dans le cadre du travail pénitentiaire, de probation et de sortie, la prise en charge des femmes extrémistes violentes et terroristes pose des difficultés particulières. On constate un manque de pratiques spécifiques aux femmes ou de pratiques tenant compte des différences homme/femme, mais aussi plus largement dans le travail de réadaptation et de réintégration (à l'exception du fait que les dossiers des femmes extrémistes violentes et terroristes sont généralement confiés à des femmes). Autrement dit, les programmes de déradicalisation et de désengagement ont été développés pour les hommes, en s'appuyant sur des preuves empiriques les concernant. Toutefois, les praticiens qui travaillent dans ce secteur ont identifié plusieurs spécificités associées aux femmes qui justifient l'utilisation d'approches spéciales pour les aider efficacement. Ces approches sont les suivantes :

- une incidence en apparence plus élevée de problèmes de santé mentale liés à des traumatismes, survenus avant la radicalisation dans la plupart des cas, mais aussi pendant ;
- les implications de la maternité et des situations de séparation de la mère et des enfants, qui sont monnaie courante dans certains pays ;
- l'absence de soutien familial lors de la réintégration, lorsque les femmes sont vues comme de « mauvaises mères » parce qu'elles ont emmené leurs enfants avec elles dans les territoires de Daesh ;
- les compétences moins transférables des femmes, compte tenu de leurs rôles principalement subalternes et domestiques au sein des groupes terroristes, ce qui pose problème lors de leur réintégration ;
- la double stigmatisation associée à leur image de « terroristes » et, dans certains cas, de femmes ostensiblement musulmanes ;
- les difficultés liées à leurs besoins fondamentaux, notamment de nature financière.

Tous ces aspects affectent la nature des facteurs de risque mais surtout les besoins criminogènes (c'est-à-dire les facteurs de risque dynamiques) de différentes façons que les évaluations actuelles ne permettent pas de totalement comprendre. La criminologie a mis en évidence des disparités entre les sexes concernant les facteurs de risque dynamiques. De plus, il apparaît que la socialisation, les inégalités et les rôles genrés ont un impact sur les conduites délictueuses. De manière plus précise, « les hommes et les femmes font face à des enjeux distincts dans de multiples sphères de la vie, notamment la santé physique et mentale, les dépendances, la violence, la précarité, la scolarité, le travail, les interactions sociales, les rapports interpersonnels et le stress lié à la parentalité. »¹³

Plusieurs difficultés sont aussi rencontrées dans la pratique, lors de l'évaluation du risque présenté par les femmes. Les praticiens ont pu observer qu'il est plus difficile de mettre en place une collaboration de travail avec les femmes qu'avec les hommes. Ceci vient du fait que les femmes sont moins désireuses ou capables de s'ouvrir aux autres, en partie à cause de la honte qu'elles ressentent. D'un autre côté, elles sont aussi davantage capables d'influencer le système de prise en charge pour l'adapter à leurs propres besoins. Par

¹² Peresin et Cervone, *The Western Mujahirat of ISIS*.

¹³ Bell, *Gender responsive risk assessment in corrections*, 2.

ailleurs, leur exposition au public étant limitée, en particulier dans le cas de l'extrémisme islamiste violent, il peut être difficile d'obtenir des informations sur ce qu'ont vécu ces femmes. Déterminer si la femme est une victime ou l'auteur de délit peut alors s'avérer délicat. Dans l'ensemble, le fait que les femmes endossent généralement un rôle subordonné et moins public n'aide pas à évaluer la pertinence de leurs activités dans les délits extrémistes violents ou terroristes commis.

Pratiques inspiratrices

Les limites rencontrées dans la prise en compte des différences sexo-spécifiques dans l'évaluation des risques ne se cantonnent pas au phénomène de l'extrémisme violent. Comme il est suggéré plus haut, des craintes similaires ont aussi été exprimées dans le domaine plus large de la criminologie. Comme c'est le cas pour l'extrémisme violent, des activités et des outils d'évaluation des risques ont été mis en place en se basant sur des échantillons d'hommes et les parcours criminels empruntés par ceux-ci. D'un côté, les études criminologiques indiquent que certains facteurs de risque sont applicables quel que soit le genre, comme « un comportement violent antérieur, un premier délit violent commis très jeune et la toxicomanie ». De l'autre, les auteurs ont souligné l'impact de facteurs spécifiques aux femmes, comme des expériences traumatisantes et des problèmes de santé mentale, une grossesse précoce ou la prostitution.¹⁴ Ils ont aussi déterminé que certains facteurs de risque ont plus d'impact sur les femmes que sur les hommes, comme une « altération des relations sociales ».¹⁵

À ce jour, peu d'outils d'évaluation des risques prennent en compte le genre dans le domaine plus large de la criminologie. L'outil actuariel d'Évaluation des risques/besoins des femmes (WRNA) prend en compte à la fois les risques/besoins neutres du point de vue du genre et les domaines particulièrement pertinents pour les femmes. Il s'agit de « l'auto-efficacité, du stress parental, de l'implication en tant que parent, des relations dysfonctionnelles, de la maltraitance des enfants, de la maltraitance physique des adultes, du soutien familial, d'un logement dangereux, de la santé mentale dynamique, des antécédents en matière de santé mentale, du bagage scolaire, du soutien relationnel et de la colère/l'hostilité ».¹⁶ Les recherches ont identifié plusieurs différences au niveau des facteurs applicables aux femmes et aux hommes. Une étude empirique révèle que, par rapport aux femmes, les hommes présentent davantage d'attitudes antisociales et de casiers judiciaires, deux facteurs de risque de criminalité. En revanche, les femmes rencontrent plus fréquemment des difficultés dans les domaines de l'emploi, de la situation financière ou de la dépendance aux drogues. De plus, les femmes présentent des scores de risque et de besoins plus importants que les hommes dans plusieurs domaines, notamment pour ce qui est de la précarité du logement, des troubles dépressifs et psychiatriques, des problèmes liés à la parentalité et au stress parental, des relations dysfonctionnelles et des abus subis à l'âge adulte, selon différentes échelles d'évaluation sensibles au genre.¹⁷ Il est intéressant de noter que peu de différences ont été identifiées entre les genres au niveau des facteurs de protection, à l'exception de l'« auto-efficacité », qui a plus d'impact chez les hommes. Les hommes et les femmes sont affectés de façon similaire par les autres facteurs, notamment par le bagage scolaire, l'engagement dans les relations, l'implication parentale et le soutien familial¹⁸. Ces facteurs de risque ont un impact comparable quel que soit le genre. Ces données corroborent les observations empiriques tirées de l'accompagnement des détenues et des femmes en probation. Elles soulignent les répercussions des troubles psychiques, des violences subies et de la parentalité sur leur parcours.

Deux outils d'évaluation du risque spécifiques au genre sont fondés sur le jugement professionnel structuré (JPS) : l'EARL-21G, une liste de contrôle permettant d'évaluer précocement le risque chez les filles, et le FAM, un manuel complémentaire à l'HCR-20 (outil d'évaluation général sur le plan des antécédents, clinique et du risque) destiné à évaluer les patientes dans le domaine psychiatrique médico-légal. Les facteurs supplémentaires identifiés dans le FAM sont notamment des facteurs de risque tels qu'une faible estime de soi et la prostitution et des indicateurs de risque tels qu'un comportement autodestructeur, la victimisation et

¹⁴ de Vogel, Bruggeman et Lancel, Gender-sensitive violence risk assessment: predictive validity of six tools in female forensic psychiatric patients, 529.

¹⁵ de Vogel, Bruggeman et Lancel, Gender-sensitive violence risk assessment: predictive validity of six tools in female forensic psychiatric patients.

¹⁶ Bell, *Gender responsive risk assessment in corrections*, 9.

¹⁷ Bell, *Gender responsive risk assessment in corrections*, 89.

¹⁸ Bell, *Gender responsive risk assessment in corrections*, 8.

un comportement criminel non violent. Ces outils étant relativement nouveaux, il existe peu de preuves empiriques de leur pertinence.¹⁹

Le nouvel outil EUTEx d'évaluation des risques et des forces pour les extrémistes violents a aussi pris en compte plusieurs aspects sexo-spécifiques dans sa formulation. Parmi les facteurs de risque figurent « l'exposition à la violence ou à un traumatisme » et « l'exposition à des abus ou à des pressions sociales poussant à adopter certains comportements ». Le kit méthodologique EUTEx comprend des méthodes de thérapie comportementale cognitive qui, entre autres, se concentrent sur les relations destructrices assorties à des violences physiques ou psychologiques.

Cours et outil EUTEx d'évaluation des risques

L'outil EUTEx d'évaluation des risques et des forces basé sur jugement professionnel structuré (JPS)²⁰ aide les praticiens à procéder à une double évaluation en s'appuyant sur des questions indépendantes du score de risque :

- Quels sont les facteurs de risque statiques (au niveau micro) et facteurs de risque dynamiques (au niveau micro et méso) qui ont contribué (et dans quelle mesure) à la radicalisation des individus ?
- Comment peuvent-ils (le cas échéant) réduire chaque facteur de risque, et dans quelle mesure peuvent-ils prévoir un impact total ou partiel sur la réduction des risques ?

Le cours EUTEx a été élaboré pour développer et renforcer des compétences spécifiques et avancées des professionnels européens des secteurs pénitentiaire et de probation amenés à contribuer à la réadaptation des délinquants extrémistes djihadistes ou de droite. Les trois modules qui constituent le cours EUTEX sont organisés autour de trois axes clés : Radicalisation et évaluation des risques, réadaptation et réintégration ; et travail auprès des femmes, des mineurs et des communautés.

Conseils pratiques et recommandations

Étant donné que la prise en compte du genre dans l'évaluation des risques est encore relativement récente, voici quelques recommandations adressées aux décideurs et praticiens.

- L'évaluation des risques fondée sur le jugement professionnel structuré reste la plus adaptée à la population extrémiste violente, notamment pour prendre en compte les différences entre hommes et femmes. Dans le contexte plus large de la criminologie, des études révèlent que les outils d'évaluation des risques fondés sur le jugement professionnel structure tels que le HCR-20, outre le fait qu'ils offrent un cadre d'évaluation neutre sur le plan du genre, sont aussi intéressants en eux-mêmes, car ils prennent en compte des facteurs de risque dynamiques utiles à la prise en charge des cas.²¹ Dans le même ordre d'idées, les facteurs dynamiques ont été identifiés dans la littérature disponible comme étant particulièrement pertinents pour les femmes.²²
- Pour ce qui est de l'intégration concrète de la dimension de genre dans l'évaluation des risques, l'adaptation des outils actuellement disponibles de manière à prendre en compte des différences hommes/femmes semble être préférée à la création d'un outil totalement nouveau réservé aux femmes. Cela implique de prendre les mesures suivantes : garder tels quels les facteurs neutres sur le plan du genre ; adapter (en appliquant une pondération) les facteurs qui ont plus d'impact sur les femmes ou qui produisent des résultats prédictifs différents pour les femmes ; ajouter des facteurs spécifiques aux femmes ; et ajouter des indicateurs spécialement liés aux normes et aux rôles associés aux genres. Comme l'indique la littérature disponible, « de précédentes études ont montré qu'une série d'éléments

¹⁹ de Vogel, Bruggeman et Lancel, Gender-sensitive violence risk assessment: predictive validity of six tools in female forensic psychiatric patients.

²⁰ <https://www.eutex.eu/>

²¹ Warren, Wellbeloved-Stone, Dietz et Millspaugh, Gender and violence risk assessment in prisons

²² de Vogel, Bruggeman et Lancel, Gender-sensitive violence risk assessment: predictive validity of six tools in female forensic psychiatric patients.

supplémentaires tenant compte du genre peut renforcer le pouvoir prédictif d'un modèle existant neutre en termes de genre ».²³

- Un aspect important et relativement nouveau pour l'adaptation des outils d'évaluation des risques est l'intersectionnalité qui, par exemple, examine ensemble le genre et la race. L'adoption d'un cadre d'analyse intersectionnel permettrait d'évaluer avec une plus grande précision la façon dont les différents facteurs identitaires tels que le genre, l'appartenance ethnique, la classe et l'orientation sexuelle façonnent mutuellement les significations de l'identité et peuvent aggraver les situations d'oppression et/ou de discrimination.
- Les aspects liés au genre doivent être mieux pris en compte en améliorant les connaissances des praticiens directement impliqués dans les protocoles d'évaluation des risques. Pour cela, la prise en considération des facteurs liés au genre peut être introduite par le biais de questions et/ou d'observations de suivi spécifiques que les praticiens peuvent s'approprier et utiliser. Ils doivent pour cela être sensibilisés aux concepts de rôles et de normes liés au genre et à leur impact sur les processus de radicalisation et sur la gestion des risques.

D'après l'expérience des praticiens amenés à intervenir auprès des femmes, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- tenez compte des rôles et des normes liés au genre lors de la mise en application des facteurs de risque associés à l'idéologie ;
- intégrez des facteurs qui mettent en œuvre et évaluent les types de comportement non violents ;
- formez systématiquement les praticiens à l'identification et à la prise en compte des aspects liés au genre lorsqu'ils évaluent les risques ;
- menez des recherches pour valider la pertinence des outils d'évaluation, notamment leur prise en compte des différences homme/femme ;
- durant l'évaluation, prévoyez des temps de discussion sur l'identité sexuelle et les expériences associées vécues ;
- intégrez l'intersectionnalité dans la formation aux méthodes de réadaptation.

²³ Van Voorhis, Wright, Salisbury et Bauman, Women's risk factors and their contributions to existing risk/needs assessment, cité dans Scanlan, Yesberg, Fortune et Polaschek, Predicting women's recidivism using the dynamic risk assessment for offender re-entry: preliminary evidence of predictive validity with community-sentenced women using a "gender-neutral" risk measure

Pour approfondir

Pour plus d'informations sur l'évaluation des risques, dans la théorie comme dans la pratique, voir :

1. Fernandez, C., & de Lasala, F. (2021). *Évaluation des risques en environnement carcéral*. Réseau de sensibilisation à la radicalisation. https://home-affairs.ec.europa.eu/document/download/54d9f0f6-2e79-467e-900a-c17802c44f51_fr?filename=ran_cons_overv_pap_risk_assessment_in_prison_20210210_fr.pdf
2. RAN Praticiens. (2021). Outils d'évaluation des risques et des besoins [Document de conclusion]. Réseau de sensibilisation à la radicalisation. https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/2021-08/ran_prisons_risk_and_needs_assessment_tools_10122020_en.pdf
3. van der Heide, L., van der Zwan, M., & van Leyenhorst, M. (2019). *The practitioner's guide to the galaxy - a comparison of risk assessment tools for violent extremism*. International Centre for Counter-Terrorism. <http://www.jstor.org/stable/resrep29450>

À propos de l'auteur :

Daniela PISOIU est chercheur à l'Austrian Institute for International Affairs à Vienne, en Autriche. Elle est spécialisée dans les processus de radicalisation individuelle, la déradicalisation et le désengagement, en prison, durant la probation et dans le cadre du travail de sortie, ainsi que dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme en ligne. Elle est membre de l'équipe d'experts du RAN.

Bibliographie

- Bell, V. R. (2014). *Gender responsive risk assessment in corrections*, El Paso, Texas: LFB Scholarly Publishing.
- Bonta, J., & Andrews, D. A. (2022). *Risk-need-responsivity model for offender assessment and rehabilitation 2007-6*. Public Safety Canada. <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/rsk-nd-rspnsvty/rsk-nd-rspnsvty-eng.pdf>
- de Vogel, V., Bruggeman, M., & Lancel, M. (2019). Gender-sensitive violence risk assessment: predictive validity of six tools in female forensic psychiatric patients, *Criminal Justice and Behavior*, 46(4), 528-549. <https://research.rug.nl/files/118602956/0093854818824135.pdf>
- Fernandez, C., & de Lasala, F. (2021). *Évaluation des risques en environnement carcéral*. Réseau de sensibilisation à la radicalisation. https://home-affairs.ec.europa.eu/document/download/54d9f0f6-2e79-467e-900a-c17802c44f51_fr?filename=ran_cons_overn_pap_risk_assessment_in_prison_20210210_fr.pdf
- Heilbrun, K., Yasuhara, K., Shah, S., & Locklair, B. (2020). Approaches to violence risk assessment. Overview, critical analysis, and future directions. Dans K. S. Douglas & R. K. Otto (Eds.), *Handbook of violence risk assessment* (pp. 3-27). New York/Abington.
- Monahan, J. (2012). The individual risk assessment of terrorism. *Psychology, Public Policy, and Law*, 18(2), 167-205. <https://doi.org/10.1037/a0025792>
- Peresin, A., & Cervone, A. (2015). The Western Muhajirat of ISIS. *Studies in Conflict & Terrorism*, 38(7), 495-509. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2015.1025611>
- Réseau de sensibilisation à la radicalisation. (2015). *The role of gender in violent extremism* [Document de synthèse du RAN]. https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files_en?file=2020-09/issue_paper_gender_dec2015_en.pdf
- Rolling, J., Corduan, G., Roth, M., Schroder, C.M., & Mengin, A.C. (2022). Violent radicalization and post-traumatic dissociation: Clinical case of a young adolescent girl radicalized, *Frontiers in Psychiatry*, 13. <https://doi.org/10.3389/fpsy.2022.793291>
- Scanlan, J. M., Yesberg, J. A., Fortune, C.-A., & Polaschek, D. L. L. (2020). Predicting women's recidivism using the dynamic risk assessment for offender re-entry: Preliminary evidence of predictive validity with community-sentenced women using a "gender-neutral" risk measure. *Criminal Justice and Behavior*, 47(3), 251-270. <https://doi.org/10.1177/0093854819896387>
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime. (2019). *Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Manuel sur les dimensions de genre dans les ripostes pénales au terrorisme*. https://www.unodc.org/documents/terrorism/Publications/17-08887_HB_Gender_Criminal_Justice_E_ebook.pdf
- Van Voorhis P., Wright E. M., Salisbury E., & Bauman A. (2010). Women's risk factors and their contributions to existing risk/needs assessment: The current status of a gender-responsive supplement. *Criminal Justice and Behavior*, 37, 261-288. <https://doi.org/10.1177/009385480935744>
- Warren, J. I., Wellbeloved-Stone, J. M., Dietz, P. E., & Millspaugh, S. B. (2018). Gender and violence risk assessment in prisons, *Psychological Services*, 15(4), 543-552. <https://doi.org/10.1037/ser0000217>

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne

Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : https://european-union.europa.eu/index_fr

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander les publications gratuites et payantes de l'UE sur la page : <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network

RANI

Practitioners



Publications Office
of the European Union